

Synthèse des recommandations déposées

**dans le cadre de
l'Atelier régional - Bas-Saint-Laurent
en vue du
Sommet du Québec et de la Jeunesse**



Rimouski, le 30 octobre 1999

Préambule

La présente synthèse a été élaborée à partir des mémoires déposés au Conseil régional de concertation et de développement Bas-Saint-Laurent en vue de la préparation du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Ces mémoires ont été déposés par les Tables locales de jeunes en place dans chacune des huit MRC du territoire. Se sont également ajoutés des avis provenant de la Corporation Secondaire en spectacle, de la Fédération de la relève agricole du Québec, du Groupe conseil Aténa, du Conseil central CSN Bas-Saint-Laurent et d'un groupe d'adolescents et d'adolescentes de la région.

C'est donc à partir d'une lecture attentive de ces treize mémoires qu'ont été élaborées des propositions d'action pour chacun des chantiers définis par le bureau du Sommet. Les recommandations retenues dans le présent document sont celles qui ont été les plus significatives en ce sens et qui ont été relevées par plus d'un groupe. Le comité chargé de l'exercice de synthèse des mémoires s'est efforcé de regrouper des recommandations de même nature et non d'en faire une liste exhaustive. Les participants et participantes ne devront donc pas s'étonner de ne pas retrouver textuellement leurs recommandations.

Par ailleurs, l'ensemble des propositions n'allait pas toujours dans le même sens. Des recommandations sont parfois contradictoires parce que certains groupes soutenaient des propos différents. Il appartiendra à chaque atelier de définir ensemble les recommandations qui font consensus ou à tout le moins qui rejoignent le plus grand nombre de personnes. Ce sont ces recommandations qui seront transmises au Sommet du Québec et de la Jeunesse.

L'ensemble des mémoires et avis contiennent des données, constats et recommandations fort pertinents. Ces réflexions seront toutes annexées au rapport final et transmises au bureau du Sommet du Québec et de la Jeunesse.

Relever les défis de l'emploi

Ce qui ressort globalement des mémoires

Relever les défis de l'emploi est un chantier qui a suscité beaucoup d'intérêt chez les jeunes. Leur intégration au monde du travail est de plus en plus difficile. Plusieurs affirment qu'ils vivent une grande insécurité en raison de l'instabilité et la précarité de leur emploi (quand ils en ont un). Cette situation représente un obstacle majeur à leur réel engagement dans la communauté et dans la société en général. Le monde du travail a changé et on demande aux jeunes de s'y adapter en leur suggérant entre autres de devenir entrepreneurs et travailleurs autonomes. Les jeunes ont moins accès à des emplois stables et à des mesures de protection sociale (assurance-emploi, CSST, conventions collectives, etc.). Plus encore, les conditions de travail pour les nouveaux employés sont inférieures à celles des autres salariés (clauses orphelins, échelle salariale vers le bas, etc.) ce qu'ils dénoncent unanimement. Ils disent aussi que la fonction publique leur est carrément inaccessible. Par ailleurs, ils vivent le cercle vicieux du "pas d'expérience/pas d'emploi, pas d'emploi/pas d'expérience". C'est une situation qui explique les nombreuses recommandations concernant les mesures facilitant leur intégration telles les stages, les programmes d'alternance travail-étude, le partage du temps de travail, etc.

Les jeunes mentionnent qu'ils manquent d'informations sur les emplois "prometteurs" dans la région. Alors que les employeurs disent manquer de main-d'oeuvre, quantité de jeunes sont sans emploi. Un meilleur arrimage entre l'offre et la demande semble essentiel. C'est dans ce sens aussi que plusieurs propositions chevauchent à la fois le chantier sur "les défis de l'emploi" et celui sur le "savoir et la formation" .

Les récentes coupures dans le secteur public et parapublic ont eu des effets très négatifs pour les jeunes puisque ce sont eux qui ont d'abord perdu leur emploi ou qui les ont vu se précariser, faute d'ancienneté.

Plusieurs adultes s'inquiètent de l'exode des jeunes vers les grands centres. Les jeunes disent que ce n'est pas de gaieté de coeur qu'ils quittent la région mais c'est pour répondre à un besoin très légitime de sécurité (financière, professionnelle, personnelle). C'est l'emploi qui motive ces décisions. Ils souhaitent donc que la région mette tout en oeuvre pour que l'activité économique se développe encore plus ici, pas seulement dans les grands centres.

En terminant, voici une phrase tirée d'un mémoire qui reflète certaines préoccupations des jeunes:

"Jusqu'où les jeunes devront-ils reculer pour réussir à s'intégrer ?"

Relever les défis de l'emploi

L'enjeu 1

Adapter les règles du marché du travail aux nouvelles réalités de l'emploi

Les recommandations :

- a) Rendre accessible aux travailleurs et travailleuses autonomes les mesures de remplacement de revenu (mesures de protection sociale telles qu'assurance-emploi, CSST, congés de maternité, etc).
- b) Empêcher l'utilisation des clauses orphelins qui sont jugées discriminatoires par les jeunes.
- c) Élaborer des mesures fiscales encourageant l'embauche de stagiaires dans les entreprises et organismes et intégrer des stages dans les différents programmes d'étude.
- d) Exiger des employeurs qu'ils s'engagent à maintenir les emplois au-delà des subventions gouvernementales ou soutenir les employeurs lors de la période de formation de nouveaux employés.
- e) Rendre accessibles les programmes d'employabilité aux personnes "sans chèque".
- f) Assouplir les règles syndicales concernant les stages rémunérés dans les entreprises.
- g) Améliorer les conditions générales de travail (salaire minimum, avantages sociaux, sécurité d'emploi).
- h) Que le gouvernement s'assure que les personnes qui se déclarent travailleurs autonomes correspondent réellement à ce statut et non à des "salariés déguisés" pour lesquels les entreprises ne paient pas de charges sociales (lien d'emploi).

Relever les défis de l'emploi

L'enjeu 2

Lever les barrières à l'intégration des jeunes au marché du travail.

Les recommandations :

- a) Mieux faire connaître les besoins en main-d'œuvre des employeurs et les secteurs où il y a un potentiel d'emplois dans la région. Exemple : créer des tables régionales de concertation sur la main-d'œuvre, faciliter les visites industrielles, etc.
- b) Inviter les conseillers et les conseillères en orientation à mieux faire valoir les emplois disponibles en région.
- c) Favoriser un partenariat entre le gouvernement, les entreprises et les maisons d'enseignement pour créer un climat propice à l'obtention, par les étudiants, de stages pertinents rémunérés.
- d) Promouvoir les programmes alternance travail-études.
- e) Réduire et partager le temps de travail (mesures facilitant la retraite, refuser le temps supplémentaire, réduction des heures de travail).
- f) Amener le mouvement syndical à se rapprocher des jeunes afin de les aider à défendre leurs intérêts et à améliorer leurs conditions de travail.
- g) Intégrer des cours de recherche d'emplois dans les différents programmes de formation.
- h) Augmenter l'accessibilité aux services de garde afin de mieux répondre aux nouvelles exigences du marché du travail (travail occasionnel, sur appel, soir et fin de semaine).
- i) Encourager les activités parascolaires (par exemple les arts de la scène ou autres activités culturelles, les activités sportives, etc.), par lesquelles les jeunes peuvent développer les aptitudes recherchées par les employeurs telles : le travail en équipe, le sens de l'initiative et l'autonomie personnelle et professionnelle.
- j) Adapter des mesures d'action positive pour intégrer un plus grand nombre de jeunes à la fonction publique.
- k) Financer les projets favorisant la formation et l'expérience chez les jeunes comme les coopératives jeunesse de services (CJS), jeunes entreprises, etc.

L'enjeu 3

Contrer les risques d'exclusion professionnelle de certains jeunes vivant des difficultés particulières

Les recommandations :

- a) Avoir des mesures à plus long terme visant l'insertion des jeunes assisté-e-s sociaux.
- b) Soutenir les organismes d'aide à la recherche d'emplois tout en assurant une concertation des organismes existants pour éviter toute duplication.
- c) Soutenir financièrement les entreprises d'insertion (les entreprises d'insertion permettent la réinsertion de jeunes sur le marché du travail, et ce, en tenant compte des obstacles que ces jeunes rencontrent et qui font que le marché du travail est pour eux difficile d'accès).

Relever les défis de l'emploi

L'enjeu 4

Soutenir l'entrepreneuriat et la création d'emplois pour les jeunes.

Recommandations:

- a) Élaborer un programme de subvention pour les jeunes entrepreneurs du type de celui de la Société de financement agricole (taux privilégiés, plafond d'intérêt, soutien à la relève).
- b) Lors de l'instauration d'une nouvelle entreprise, favoriser le partenariat et la mise en commun des ressources entre les entreprises existantes (complément de services, partage d'équipement, etc.).
- c) Sensibiliser les institutions financières pour faciliter l'accès au financement par les jeunes entrepreneurs.
- d) Particulièrement pour le milieu agricole, encourager les transferts de fermes par des incitatifs fiscaux ou la bonification du programme actuel.
- e) Verser une aide financière (non remboursable) à de jeunes diplômés de secteurs de pointe en région.

Parfaire le savoir et la formation

Ce qui ressort globalement des mémoires

Parfaire le savoir et la formation est un thème qui a été abondamment analysé, traité et illustré par bon nombre de groupes (chercheurs, conseils, etc.) au cours des dernières années, voire des décennies. Plusieurs s'étonnent donc qu'en l'an 2000 le gouvernement questionne encore et s'interroge sur les mesures à prendre pour améliorer la réussite scolaire, contrer le décrochage, etc. Un groupe mentionne à cet égard : *"À problèmes nouveaux, solutions nouvelles", énonce-t-on dans le document. "À problèmes connus et solutions usées, réponses audacieuses" aurions-nous le goût de répliquer.*

Ceci dit, les jeunes ont répondu aux questions soulevées. Il semble évident, à la lecture des mémoires, que ce chantier a également suscité beaucoup d'intérêt, autant chez les jeunes qu'au sein des autres groupes qui ont exprimé leur avis.

Certaines propositions font consensus alors que d'autres sont moins partagées. Mais force nous est de constater qu'il y a beaucoup d'insatisfactions face à notre système d'éducation. Ce qui revient souvent : le décrochage scolaire, la nécessité d'adapter l'enseignement aux différents styles d'apprentissage, aux différents profils des jeunes, l'importance des stages à l'intérieur des programmes de formation, le manque de ressources complémentaires, etc.

Par ailleurs, la formation de base n'est pas définie et exigée de la même façon par tous les groupes. Les extraits suivants illustrent ce propos : *"Ça prend pas un cours d'histoire pour changer un moteur" et "Il faut songer à revaloriser la formation fondamentale, (...) celle qui permet à l'individu de se structurer, de développer sa personnalité et de découvrir sa propre identité."* Plusieurs s'entendent toutefois sur l'importance d'offrir aux jeunes une variété de programmes correspondant mieux à leurs intérêts et leurs aptitudes.

Les jeunes se questionnent sur l'école comme un milieu de vie. À ce sujet, ils sont quasi unanimes et le message est clair : il faut réinvestir dans le parascolaire comme moyen complémentaire à l'école pour développer les compétences. L'école doit être *autre chose qu'une boîte à cours*. Il faut redonner le goût aux jeunes de fréquenter l'école, leur présenter des projets et des défis qui les rejoignent et les animent, eux et leurs professeurs. Ce n'est certes pas en coupant dans les services complémentaires que le gouvernement encouragera les jeunes à donner un sens à l'école.

Tous et toutes reconnaissent la nécessité d'améliorer la formation de façon à permettre aux jeunes de développer leurs attitudes (le savoir-être) pas uniquement les connaissances théoriques (le savoir). Il faut aussi améliorer les liens entre les enseignants et les élèves.

Parfaire le savoir et la formation

Il ne suffit pas d'augmenter le taux de personnes diplômées en fonction des besoins du marché du travail. Il faut aussi viser l'épanouissement des jeunes, les aider à devenir des citoyennes et des citoyens actifs et responsables.

Globalement, ce que les mémoires disent : il est urgent de réinvestir dans l'éducation. Les recommandations suivantes ciblent certaines pistes d'intervention à privilégier.

Parfaire le savoir et la formation

L'enjeu 1

Donner une chance à tous et à toutes de réussir

Les recommandations :

- a) Favoriser la pédagogie de projet en lien avec les centres d'intérêts des jeunes et des méthodes alternatives d'enseignement en fonction des différentes capacités d'apprentissage (apprentissage par module, laboratoire, atelier).
- b) Améliorer l'encadrement et le suivi pour tous les élèves en misant sur la qualité de la relation professeur/élève et diminuer le nombre d'élèves par classe.
- c) Que soit reconnu l'apport des activités artistiques et culturelles para et extra scolaires comme part essentielle d'une formation qualifiante et que le gouvernement soutienne financièrement ces activités.
- d) Le développement du savoir être devrait représenter une préoccupation plus grande de l'école notamment en reconnaissant plus officiellement l'implication des jeunes dans les activités parascolaires et dans la communauté (par exemple par des notes (ou crédits) sur cette implication au bulletin scolaire).
- e) Accroître, dans le milieu scolaire, les ressources spécialisées en toxicomanie, travail social, etc.
- f) Ramener la gratuité dans le système public d'éducation (par exemple augmentation des frais d'inscription et des frais afférents)
- g) Instaurer une prime à la réussite plutôt qu'une taxe à l'échec encourageant les jeunes à terminer leurs études dans les temps requis.
- h) Instaurer un système permettant le remboursement des prêts étudiants proportionnellement aux revenus pour les cinq années suivant l'obtention du diplôme.
- i) Encourager le parrainage entre les entreprises et les jeunes.
- j) Encourager les filles à se diriger vers des secteurs non traditionnels (par exemple en les mettant en contact avec des femmes œuvrant dans ces secteurs).

Parfaire le savoir et la formation

L'enjeu 2

Assurer une formation qualifiante au plus grand nombre

Les recommandations :

- a) Inclure dans le contenu pédagogique dès le secondaire, des stages de formation ou d'observation pour découvrir des intérêts particuliers et des connaissances plus précises sur le marché du travail permettant de mieux s'orienter quant à l'avenir.
- b) Revaloriser la formation professionnelle au secondaire permettant aux décrocheuses et décrocheurs potentiels ou à des personnes ayant un profil de travailleur manuel de trouver une source de motivation pour obtenir un diplôme.
- c) Faciliter le passage de la formation professionnelle à la formation technique (éviter les chevauchements de formation).
- d) Exiger que le système scolaire respecte les champs de compétence des enseignants dans l'attribution des cours évitant ainsi des compléments de tâche sans expertise dans le domaine enseigné.
- e) Élargir la formation offerte (par exemple: options en journalisme, cinéma, langue, etc.).
- f) Inclure dans les programmes de formation un minimum de cours sur les droits des jeunes quant aux réalités du marché du travail : les lois du travail, droit d'association, droits à l'équité salariale.
- g) Développer des mesures fiscales pour encourager les entreprises à accueillir des stagiaires.
- h) Faciliter les programmes de formation continue et adaptée à l'évolution des marchés notamment de l'agriculture.
- i) Favoriser des programmes de types alternance travail/études.

Promouvoir une société équitable

Ce qui ressort globalement des mémoires

Promouvoir une société équitable suppose le partage ou la répartition de la richesse collective permettant d'atténuer l'écart entre les riches et les pauvres. Malheureusement, plusieurs reconnaissent ce qu'un mémoire énonce : *"l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit de plus en plus et ce sont malheureusement les pauvres qui deviennent plus nombreux."*

Le lien entre ce chantier et les chantiers portant sur l'emploi et la formation est clair. Pour atteindre l'équité il faut avoir accès à de la formation et à des emplois de qualité.

Faire la promotion d'une société équitable, c'est aussi promouvoir une société où tous les citoyens et toutes les citoyennes ont les mêmes possibilités, les mêmes chances. C'est promouvoir une société où l'on donne aux jeunes une prise sur leur avenir, une place dans les lieux de pouvoir.

Le désengagement de l'État et les coupures dans les programmes sociaux destinés à partager la richesse touche de façon particulière les plus pauvres de la société dont les jeunes.

Les jeunes affirment donc qu'il faut maintenir des programmes sociaux et en assurer l'accessibilité. Les jeunes revendiquent également des mesures spéciales pour encourager les employeurs qui engagent des jeunes en difficulté.

L'équité sociale ne se mesure pas uniquement en terme de pauvreté économique mais également en terme d'accessibilité aux structures et programmes qui favorisent le développement des personnes, la fierté personnelle et la fierté collective.

Encore une fois, en terminant, voici des extraits qui traduisent certaines préoccupations des jeunes :

"Que ce soit à l'école ou sur le marché du travail, un système de valeurs basé sur l'excellence et la compétition ne peut mener qu'à l'exclusion de certains."

"Si l'union fait la force, on ne doit pas être bien forts".

Promouvoir une société équitable

L'enjeu 1

Contrer la pauvreté et ses conséquences sur la détresse et l'exclusion de nombreux jeunes

Les recommandations :

- a) Que le gouvernement adopte une politique jeunesse qui tienne compte de l'intégration socio-économique des adolescents et adolescentes en les incluant dans les stratégies de développement national, régional et local. (Il ne s'agit pas de créer un programme mais de donner aux communautés l'accès à des ressources leur permettant de développer leurs projets en fonction de leur dynamique locale).
- b) Que la collectivité, autant au niveau local que national, appuie les jeunes dans leur patelin pour l'organisation de lieux qui leur ressemblent et où ils peuvent mettre à contribution leur initiative et leur créativité.
- c) Augmenter les services et le support pour les jeunes en détresse notamment par un financement stable et adéquat des organismes communautaires qui leur viennent en aide et encourager la présence de travailleurs de rue.
- d) Que des crédits d'impôt soient accordés aux entreprises qui intègrent des jeunes démunis au sein de leur entreprise, sur une base de placement durable.
- e) Établir une politique familiale soutenant la natalité en adoptant des mesures qui facilitent la conciliation famille / travail (horaire flexible, congés parentaux, services de garde, etc.).
- f) S'assurer de l'accès aux services gouvernementaux sur l'ensemble des territoires particulièrement ceux dédiés à l'emploi ou à l'assurance emploi.
- g) Assurer l'accessibilité universelle aux services de santé et recentrer les priorités gouvernementales sur ces services ainsi que sur les autres services destinés à la population, par exemple, l'éducation.
- h) Valoriser les prestataires de sécurité du revenu en exigeant un minimum d'heures de travaux communautaires, particulièrement au sein d'organismes communautaires et d'entreprises d'économie sociale, ceci afin de les intégrer progressivement au marché du travail.
- i) Améliorer la situation financière des jeunes en augmentant le salaire minimum, en faisant respecter l'équité salariale et en éliminant les clauses orphelins.

Promouvoir une société équitable

L'enjeu 2

Favoriser l'accès des jeunes aux institutions publiques et privées

Les recommandations :

- a) Pour faciliter la participation des jeunes aux instances décisionnelles, il est proposé que les organismes sociaux, économiques, culturels intègrent dans leurs règlements généraux des mesures pour garder des sièges disponibles pour les jeunes, tant dans les conseils d'administration que dans les comités exécutifs.
- b) Sensibiliser les jeunes aux différents pouvoirs décisionnels par des formations ou la production de documents et favoriser l'échange entre ces deux parties.
- c) Que soient prévus à l'intérieur de l'appareil gouvernemental des processus afin de s'assurer d'être à l'écoute des jeunes, par exemple, par des délégués spéciaux à la jeunesse.
- d) Que le gouvernement s'assure d'une meilleure représentation des jeunes au sein de la fonction publique.

L'enjeu 3

Assurer une meilleure redistribution de la richesse et des charges sociales

Les recommandations :

- a) Concevoir des programmes ou des mesures de péréquation permettant de réduire les écarts entre les MRC.
- b) Adopter des politiques visant une meilleure répartition de la richesse.

Promouvoir une société équitable

L'enjeu 4 (ajouté à partir des recommandations reçues)

Contrer l'exode des jeunes

Les recommandations :

- a) Améliorer les transports en commun dans la région permettant ainsi l'accès à une plus grande variété de services, de briser l'isolement et de freiner l'exode des jeunes (exemple : instaurer des systèmes de transport communautaire).
- b) Garder contact avec les jeunes ayant quitté la région pour les inciter à revenir en région.
- c) Faciliter les échanges entre les régions afin de mieux connaître les différentes réalités et d'inciter des jeunes d'ailleurs à venir s'installer dans notre région.
- d) Développer des programme du type "Place aux jeunes" dont les objectifs sont entre autres de freiner l'exode des jeunes et de favoriser leur implantation en région (ateliers de fin de semaine visant à découvrir ou redécouvrir leur région sous de multiples facettes : histoire, démographie, etc. , à favoriser les contacts avec les intervenants socio-économiques et les entrepreneurs et finalement à développer des outils concernant la recherche d'emploi ou la création d'une entreprise).

Élargir notre ouverture sur le monde

Ce qui ressort globalement des mémoires

Quand on parle d'ouverture sur le monde, les jeunes nous rappellent qu'une des prémisses est de mieux se connaître soi-même. Ils parlent de la nécessité de faire promouvoir les avantages liées au fait de vivre en région. *"Une ouverture sur le monde peut aussi être une ouverture sur son propre monde"*.

À la lecture des mémoires, bien que des propositions ont été formulées par certains, on sent que les jeunes ont moins de revendications face aux enjeux soulevés par ce sujet. Les jeunes font le lien entre ce chantier et les chantiers précédents. Pour s'ouvrir sur le monde, encore faut-il en avoir les moyens. La pauvreté économique est un frein à cette ouverture, le manque de formation également. À l'instar de la théorie de Maslow, avant de s'ouvrir à de nouvelles connaissances il faut combler les besoins de base (besoins fondamentaux, besoins de sécurité (personnelle et professionnelle) et besoin d'appartenance).

Pour s'ouvrir sur le monde, il est essentiel de promouvoir sa propre culture et son identité comme peuple. Les jeunes québécois et québécoises doivent croire en leur potentiel, en leur force, en leur vitalité, ils ont besoin d'être reconnus également.

Les recommandations sont principalement de deux ordres. Certaines traitent de la volonté à accueillir des gens provenant d'autres cultures dans notre région et d'autres, de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications.

Élargir notre ouverture sur le monde

L'enjeu 1

Assurer un environnement propice, stimulant à l'ouverture sur le monde

Les recommandations :

- a) Mieux connaître les différentes réalités culturelles, sociales et économiques des immigrants.
- b) Avoir des mesures d'intégration pour les immigrants.
- c) Faire connaître la région aux immigrants afin de les encourager à venir s'y installer.
- d) Utiliser les nouvelles technologies de l'information pour encourager les échanges interculturels en les intégrant dans les projets scolaires.
- e) Que le système scolaire prévoit dans ses programmes des cours de philosophie, de géographie et de sciences politiques de façon à faciliter l'ouverture des jeunes sur le monde. Favoriser dans l'enseignement de l'histoire, les liens avec les réalités internationales actuelles.

L'enjeu 2

Donner à tous les jeunes la possibilité de s'ouvrir sur le monde

Les recommandations :

- a) Faciliter l'accès aux technologies de l'information dans chaque localité en mettant sur pied des centres d'accès à internet avec des personnes ressources.
- b) Concevoir un programme permettant l'acquisition d'ordinateur pour les jeunes (exemple : déductions fiscales).
- c) Intégrer l'apprentissage de nouvelles langues dans le cheminement scolaire. S'assurer d'une meilleure maîtrise de la langue française.
- d) Promouvoir les organismes d'échange, de stages et de coopération à l'étranger facilitant entre autres l'apprentissage d'une autre langue et la connaissance de d'autres cultures.

En guise de conclusion

Dans le cadre de l'Atelier régional en vue du Sommet du Québec et de la jeunesse, nous avons demandé aux jeunes d'exprimer leur point de vue sur différents thèmes qui les concernent au premier chef.

C'est dans un temps record et passablement bousculant que les jeunes des huit MRC et des autres groupes se sont mobilisés autour des questions soulevées. Ils ont déposé des documents dans des formes variées, riches et colorées, à l'image de leur jeunesse.

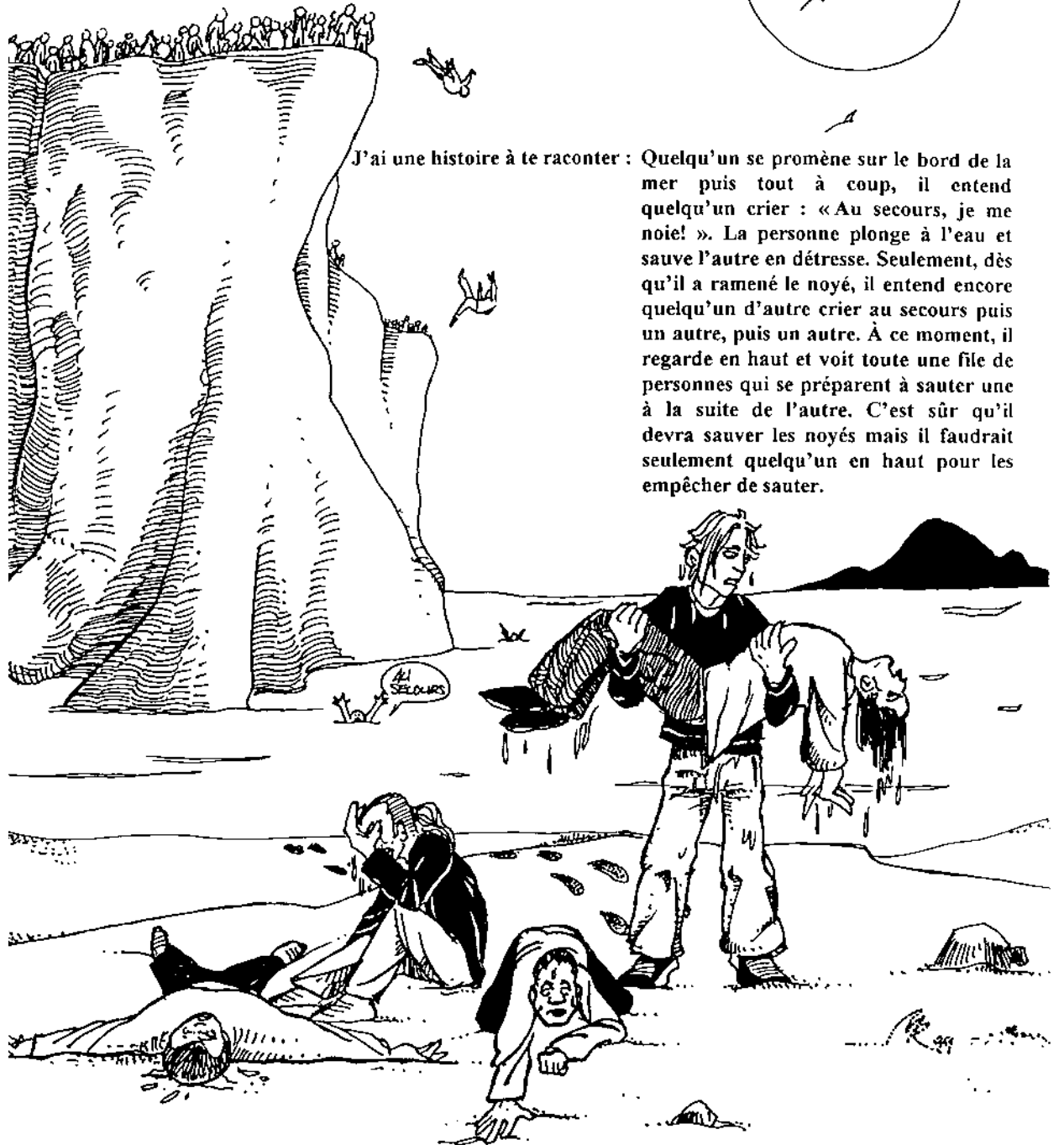
Nous terminerons cette synthèse en reprenant deux extraits de mémoires reçus, le premier, de la Table jeunesse de La Mitis et le second, de la Table jeunesse des Basques, et ceci, vous le comprendrez, sans vouloir porter ombrage à la qualité des autres documents reçus.

Quand on a demandé aux membres de la Table jeunesse de La Mitis de participer au processus de consultatif en vue du Sommet du Québec et de la jeunesse, ils ont d'abord pris le temps d'évaluer les impacts de leurs efforts. En fait, ils n'y croyaient pas vraiment.(...)

Si les membres de la Table jeunesse ont décidé de contribuer à cette démarche c'est parce qu'ils croient avant tout que régionalement et localement, il y a une possibilité d'écoute et un pouvoir de décider la direction vers laquelle nous allons. Si au moins les décideurs locaux étaient sensibles aux préoccupations des jeunes d'ici et les intégraient à leurs plans d'action respectifs, les membres de la Table Jeunesse de La Mitis auraient le sentiment du devoir en partie accompli.

La reproduction suivante est tirée de la recherche-action effectuée dans la MRC des Basques, faisant partie du mémoire déposé par la Table jeunesse locale.

Extrait de la recherche - action
effectuée dans Les Basques et
faisant partie du mémoire déposé
par la Table locale Jeunesse



J'ai une histoire à te raconter : Quelqu'un se promène sur le bord de la mer puis tout à coup, il entend quelqu'un crier : « Au secours, je me noie! ». La personne plonge à l'eau et sauve l'autre en détresse. Seulement, dès qu'il a ramené le noyé, il entend encore quelqu'un d'autre crier au secours puis un autre, puis un autre. À ce moment, il regarde en haut et voit toute une file de personnes qui se préparent à sauter une à la suite de l'autre. C'est sûr qu'il devra sauver les noyés mais il faudrait seulement quelqu'un en haut pour les empêcher de sauter.